

PAX AMERICANA

La Fondation Carnegie pour la paix internationale



Créée en 1910 à l'initiative du maître de forges Andrew Carnegie, la fondation qui porte son nom est devenue en un siècle l'un des think tanks les plus riches du monde. Dirigée par une longue succession d'anciens responsables des services secrets et organiquement liée à une cinquantaine de multinationales, la Carnegie poursuit des recherches sur la politique internationale et promeut les politiques économiques "libérales" en Russie et en Amérique latine.

page 2

Kerry coincé par sa propre campagne

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

La polémique sur le passé militaire de John Kerry ne cesse de gonfler. Ben Wasserstein et William B. Rood montent au créneau pour le défendre. Mais les accusations se déplacent : Joshua Muravchik taille en pièces le bobard de Kerry sur sa mission secrète au Cambodge et Frank J. Gaffney Jr. dénonce son bilan de sénateur.

page 6

REPÈRE : 23 AOÛT 1968

Pigassus, candidat à la présidence US

À Chicago, en août 1968, en marge de la Convention démocrate, le Youth International Party (YIPPIE), fondé par Jerry Rubin et Alan Ginsberg, présente son propre candidat : Pigassus, un magnifique cochon mâle « Large White », couillu et couinant à souhait. Le slogan est : « *Ils font élire un faux porc et il dévorera le peuple, nous ferons élire un vrai porc et c'est le peuple qui le dévorera en grillades* ». Rubin étant un expert en provocations médiatiques (il dirigera plus tard une agence de pub), toute la presse est là et couvre l'affaire... y compris l'irruption de la police qui disperse la foule à coups de matraques et kidnappe Pigassus. Le candidat du YIP disparaîtra et tous les efforts du « Comité pour la libération du candidat Pigassus » ne permettront pas de savoir ce qu'il est devenu, ni dans quelle assiette il a fini. 25 ans plus tard, un panel informel de juges de la Cour Suprême estimera que l'action de la police contre un candidat politique était anti-constitutionnelle, un candidat cochon à quatre pattes ayant les mêmes droits qu'un candidat cochon à deux pattes. ■



MARK THATCHER, AGENT DU MI6 EN OPÉRATION ?

Au moment où le ministre britannique des Affaires étrangères Jack Straw arrivait en visite officielle au Cap, Mark Thatcher, fils de l'ancien Premier ministre britannique, a été arrêté par la police sud-africaine dans sa résidence de Constantia. Mark Thatcher (à gauche sur la photo), qui avait défrayé la chronique en 1982 lorsqu'il s'était perdu six jours dans le désert au cours du rallye Paris-Dakar, assure travailler aujourd'hui sur des projets miniers au Soudan. Il est accusé d'avoir financé avec l'homme d'affaires libanais Ely Calil une tentative de coup d'État visant à renverser le président Teodoro Obiang en Guinée équatoriale au profit de l'ancien ministre Severo Moto Nsa. Il aurait notamment fourni des hélicoptères à Simon Mann et à ses 69 mercenaires, actuellement détenus au Zimbabwe, dans l'espoir de toucher des dividendes sur l'exploitation du pétrole guinéen. L'opération aurait été planifiée par le MI6. Mark Thatcher nie les faits qui lui sont reprochés. Sa caution a été fixée à 2 millions de rands (environ 250 000 euros). ■

Pax Americana

La Fondation Carnegie pour la paix internationale

Créée en 1910 à l'initiative du maître de forges Andrew Carnegie, la fondation qui porte son nom est devenue en un siècle l'un des think tanks les plus riches du monde. Dirigée par une longue succession d'anciens responsables des services secrets et organiquement liée à une cinquantaine de multinationales, la Carnegie poursuit des recherches sur la politique internationale et promeut les politiques économiques " libérales " en Russie et en Amérique latine.



Considéré au début du XXe siècle comme l'homme le plus riche du monde, Andrew Carnegie incarne le rêve américain au cours de la révolution industrielle. Né en Écosse, en 1835, dans une famille de tisserands, il émigra avec sa famille aux États-Unis, en 1848. Après avoir travaillé comme coursier à Pittsburg, dès l'âge de treize ans, il entra dans la Compagnie des chemins de fer de Pennsylvanie et y exerça rapidement des responsabilités. Durant la guerre de Sécession (1861-65), il supervisa le transport ferroviaire des troupes du Nord. À la fin des hostilités, il fit fortune en quittant la Compagnie des chemins de fer et en s'investissant dans la construction de ponts en fer pour remplacer les ouvrages en bois. Toujours à l'affût du progrès technique, il abandonna bientôt cette activité pour se consacrer à la production d'acier, devenant le plus important maître de forges au monde.

Industriel atypique, Andrew Carnegie défendit le droit de ses ouvriers à se syndiquer tout en leur imposant de très dures conditions de travail. Adeptes du

darwinisme social d'Herbert Spencer, il était persuadé que la plupart des gens peuvent faire fortune s'ils disposent de l'éducation nécessaire et en ont le courage. Mais il en concevait une obligation de secours des riches pour les pauvres. Il finança la construction de trois mille bibliothèques publiques qu'il offrit à des collectivités locales et fonda un Institut de technologie à Pittsburg (aujourd'hui dénommé Carnegie Mellon University). Convaincu de la valeur du droit international pour résoudre les conflits entre les nations, il finança la construction du Palais de la paix à La Haye destiné à héberger la Cour internationale d'arbitrage.

Lié au Parti républicain, il décida en 1910, à l'âge de 75 ans, de créer le Fonds Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace - CEIP) sur les conseils de ses amis Elihu Root (ancien secrétaire à la Guerre de William McKinley et ancien secrétaire d'État de Theodore Roosevelt) et Nicholas M. Butler (recteur de la Columbia University). Carnegie appréciait Root qui avait été l'un des principaux promoteurs de la Cour de La Haye, il en fit donc le directeur de sa fondation. Peu après, en 1912, Root reçut le Prix Nobel de la Paix.

Cependant leur conception de la paix doit être replacée dans son contexte. William McKinley déclencha la guerre contre l'Espagne pour " libérer " Cuba et les Philippines, tandis que Theodore Roosevelt (Prix Nobel de la Paix en 1906) annexa Panama et envahit Saint-Domingue et le Honduras. Tout cela, bien sûr, au nom de la lutte contre la colonisation européenne.

La fondation était initialement divisée en trois départements :

- ▶ Droit international et règlement des conflits ;
- ▶ Causes et conséquences de la guerre ;
- ▶ Coopération et compréhension internationale.



Andrew Carnegie

Quoi qu'il en soit, tous ces efforts ne parvinrent pas à enrayer le processus qui conduisit à la Première Guerre mondiale. Andrew Carnegie chargea le recteur de la Columbia University, le politicien républicain Nicholas M. Butler, de créer une section européenne de la fondation, qui fut basée à Paris. En 1919, Carnegie mourut après avoir vendu ses aciéries au banquier J. P. Morgan et, en 1925, Butler succéda à Root comme

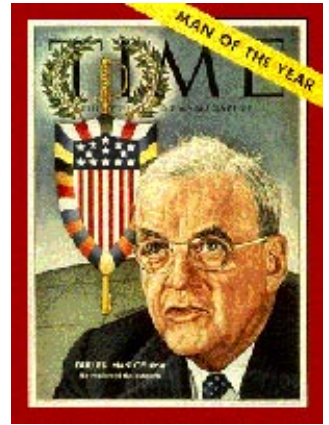
directeur général. La fondation Carnegie milita pour la signature du Pacte Briand-Kellog bannissant la guerre, et Butler obtint le Prix Nobel de la Paix en 1931.

Parallèlement, en 1919, Elihu Root créa le Conseil pour les relations étrangères (Council on Foreign Relations - CFR) dont la fondation Carnegie assura le financement principal [1].

En 1946, Butler s'efface au profit de John Foster Dulles (président du Conseil national des Églises et ambassadeur aux Nations unies, futur secrétaire d'État), tandis qu'Allen Dulles (ancien responsable de l'OSS et futur directeur de la CIA)

est élu président du CFR. Les activités des deux frères sont puissamment soutenues par la Fondation Rockefeller dont John Foster devient président en 1948.

Au début des années 70, Thomas L. Hugues (ancien directeur du renseignement au département d'État) devient président de la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), tandis que Milton Katz (ancien agent de l'OSS, puis responsable des programmes joints de la Fondation Ford et de la CIA [2]), puis John W. Douglas (ancien attorney general adjoint) en sont directeurs.



John Foster Dulles désigné « homme de l'année » par Time Magazine en 1954.

La Carnegie interrompt sa publication phare, la revue de droit *International Conciliation* et acquiert *Foreign Policy*, la revue créée par Samuel Huntington [3]. Le siège social est transféré de New York à Washington. En 1971, la fondation donne naissance à l'Arms Control Association, puis l'année suivante au German Marshall Fund of the United States, un think tank transatlantique subventionné par la République fédérale allemande. En 1981, elle incube l'Institute for International Economics, un centre de recherche sur les effets positifs de la globalisation.

En 1991, alors que l'Union soviétique disparaît, Morton I. Abramowitz (ancien directeur du renseignement du département d'État) est élu président de la fondation Carnegie. Il désigne Robert Carswell (un ancien agent du Bureau du renseignement de la Navy qui fut le principal négociateur lors de la crise des otages en Iran), comme directeur.



Mikhail Khodorkovsky s'exprime au Centre Carnegie de Moscou peu avant son arrestation.

En 1993, la Carnegie ouvre une filiale à Moscou. Celle-ci joue un rôle de conseil auprès du président Boris Eltsine dans le processus de privatisation de l'économie ex-soviétique, grâce à l'interface de personnalités comme Yegor Gaidar. Elle est alors accusée d'être un cheval de Troie de la CIA.

La fondation crée aussi le Groupe des 50 qui rassemble les patrons de cinquante multinationales opérant en Amérique latine. Ce club conseille divers gouvernements et promeut le projet de Zone de libre-échange des

Amériques [4]. Il est animé par l'ancien ministre vénézuélien du Commerce et de l'Industrie, Moisés Naím, par ailleurs directeur de *Foreign Policy*.

En 1997, Jessica T. Matthews (ancienne directrice des Affaires globales au Conseil de sécurité nationale) est élue présidente. Elle nomme bientôt William H. Donaldson (membre des Skull & Bones [5] et intime de la famille Bush, futur président de la Commission des opérations de Bourse -SEC) comme directeur. Cette nouvelle équipe s'attache à transformer *Foreign Policy* en une revue grand public et tente d'implanter en Chine une filiale comparable à celle dont

elle dispose en Russie. Pour ce faire, elle a noué des liens avec l'Institut d'études stratégiques de l'École du Parti à Pékin et avec l'Académie des sciences sociales de Shanghai.

La Carnegie est aujourd'hui une des fondations les plus riches des États-Unis. Elle emploie 150 chercheurs et édite de nombreux rapports.

Foreign Policy est désormais publié non seulement en anglais, mais aussi en six versions étrangères (arabe, espagnol, grec, italien, portugais, turc), totalisant 170 000 exemplaires. C'est le seul think tank états-unien, spécialisé en politique étrangère, destiné à un public global.



Jessica Mathews

[1] "Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US", *Voltaire*, 25 juin 2004.

[2] "La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA", *Voltaire*, 5 avril 2004.

[3] "La Guerre des civilisations" par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 juin 2004.

[4] "Chavez veut mener la résistance", *Voltaire*, 26 novembre 2003, et "*Voltaire*, 13 janvier 2004

[5] "[Skull & Bones, l'élite de l'Empire-><http://www.reseauvoltaire.net/article14367.html>" class="spip_out">Rebellion au Sommet des Amériques", *Voltaire*, 8 juillet 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Kerry coincé par sa propre campagne

Analyse

Comme nous l'avions prévu dans ces colonnes, la polémique sur le passé militaire de John Kerry ne cesse de gonfler. L'enjeu n'est évidemment pas de savoir si les faits d'armes dont se glorifie le candidat démocrate sont ou non authentiques, mais d'évaluer si cet homme est capable de satisfaire à la Maison-Blanche les intérêts de l'état-major interarmes dont on sait qu'il exerce dans l'ombre la réalité du pouvoir politique. Le journaliste new-yorkais Ben Wasserstein monte au créneau dans le *Los Angeles Times* pour assurer le témoignage des vétérans mettant en cause le rôle de Kerry dans l'incident qui lui valut une Bronze Star n'est pas crédible. Le journaliste William B. Rood témoigne quant à lui dans le *Chicago Tribune* du comportement exemplaire de Kerry dans l'incident qui lui valu sa Silver Star. Mais le doute est désormais insinué dans tous les esprits et les néo-conservateurs ont déjà ouvert d'autres fronts. Ainsi, dans le *Washington Post*, Joshua Muravchik de l'American Enterprise Institute taille en pièces le bobard de Kerry sur sa prétendue mission secrète au Cambodge. Tandis que Frank J. Gaffney Jr. du Center for Security Policy souligne dans le *Washington Times* que le sénateur Kerry n'a jamais soutenu au Sénat les demandes des militaires et a toujours agi contre leurs intérêts. Ces nouvelles accusations sont, elles, vérifiables et donc plus graves encore. Les souvenirs de Kerry à propos du Cambodge sont démentis par une grossière erreur de date qu'il a commise. Quant à son action au Sénat, il suffit de reprendre le texte de ses auditions et le relevé de ses votes pour confirmer qu'il a suivi l'air du temps : il était pacifiste à l'époque de McGovern et joue au "dur" depuis le 11 septembre. Bref, on ne voit pas comment Kerry pourrait gagner la confiance de l'état-major indispensable pour accéder à la présidence.

L'annonce par le président Bush du rapatriement de 70 000 soldats états-

uniens stationnés à l'étranger suscite des analyses contrastées. Tous les commentateurs s'accordent à penser que la Guerre froide finie le déploiement actuel n'a plus de sens. Le mode actuel de fonctionnement de l'armée US rend inutile le maintien de bases à l'étranger et fonde la projection de forces sur sa capacité de transport et d'édification rapide de bases ad hoc sur zone. Doug Bandow du Cato Institute en conclut dans le *Taipei Times* qu'il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin et qu'il faut rapatrier la totalité des troupes stationnées en Asie et en Europe. Mais à l'inverse, Robert E. Hunter de la Rand Corporation fait valoir dans le *Christian Science Monitor* que ce déploiement a une autre fonction : il permet de réaliser des manœuvres communes avec les États alliés. Cette remarque permet, a contrario, de mieux comprendre les intentions de Washington : le Pentagone se conçoit désormais comme la police globale. Il conçoit un dispositif de projection tous azimuts et non plus de défense de ses alliés. Il ne se pense d'ailleurs plus d'alliés et ne compte que sur ses propres forces. Il s'ensuit que l'OTAN, qui n'est déjà plus un pacte défensif face à celui de Varsovie, n'est plus un organisme d'intégration militaire au sein d'une coalition permanente, et ne tardera pas à être réduit à une bourse de l'engagement où les États-Unis pourront choisir des partenaires ad hoc selon les objectifs du moment.

La logique interne des médias, comme la méconnaissance de sujets complexes, conduit toujours à simplifier et à personnaliser les événements. Ainsi, la presse de référence ne parvenant pas à décrire le foisonnement des groupes de résistance irakien, elle rapporte tous les accrochages à l'armée du Mehdi, c'est-à-dire aux " miliciens de l'imam radical Moqtada al-Sadr ". Mais au fait, quel est ce personnage emblématique ? Sami Radamani souligne dans le *Guardian* qu'il incarne aujourd'hui la résistance à l'occupant parce que son aura s'étend bien au-delà de la sphère chiite dont il est issu. Sa famille dispose depuis longtemps d'une considération et d'une légitimité dont il n'a pas démérité. Outre son activité proprement politique, c'est aussi le chef d'un vaste appareil d'action sociale. Enfin, c'est un homme d'ouverture, multipliant les liens avec les autres leaders à la manière de cheik Nasrallah, le chef du Hezbollah libanais. Sharif Hikmat Nashashibi, président de l'Observatoire des médias arabes, relève quant à lui dans *The Independent* que Moqtada al-Sadr n'a rien d'un extrémiste. C'est au contraire une personnalité modérée qui a repoussé le plus longtemps possible le recours à la lutte armée et ne s'y est engagé que pour défendre les siens face à l'armée d'occupation. Aujourd'hui encore, c'est un leader qui condamne les attentats aveugles, les assassinats, les attaques contre l'Onu et les enlèvements d'étrangers. La Coalition a donc tort de s'acharner sur lui, car son éventuelle disparition ouvrira sans aucun doute la voie aux vrais extrémistes.

Enfin, usant de son droit de réponse, Jimmy Carter répond dans le *Wall Street Journal* aux allégations du quotidien selon lequel il aurait couvert une fraude massive lors du référendum révocatoire au Venezuela. L'ancien président rappelle qu'il a effectué toutes les vérifications qui lui ont été demandées par l'opposition et que ses constats ont été confirmés par les observateurs de l'Organisation des États américains. La vérité, c'est qu'il n'y a pas eu de fraude, que le soutien populaire à Chavez n'a pas varié depuis son accession au pouvoir, et que l'opposition n'arrive pas à faire le deuil de ses espérances.

Réseau Voltaire

Ben Wasserstein

Ben Wasserstein est journaliste et écrivain new-yorkais.

" Vous pouvez faire des reportages, mais c'est nous qui déciderons "

Source : Los Angeles Times

Référence : " You Can Report, but We Will Decide ", par Ben Wasserstein, *Los Angeles Times*, 24 août 2004.

Jeudi dernier, le *Washington Post* a publié les états de service de Larry Thurlow, un des principaux accusateurs de Kerry, jettant un doute sur ses propos. Face à ces révélations la presse conservatrice minimise les nouvelles informations ou bien les ignore, affichant ainsi son parti pris.

Le 13 mars 69, Kerry a obtenu une *Bronze Star* [1] pour son action sous le feu de l'ennemi. Thurlow a obtenu une décoration identique pour ce même événement comme l'a révélé le *Washington Post*. Or, il prétend qu'il n'y a pas eu de tirs ce jour-là et que s'il a bénéficié de cette médaille, c'est suite au rapport que Kerry aurait rédigé lui-même. Pourtant, le *Washington Post* a révélé que le rapport avait été signé par un homme dont les initiales sont KJW et qui a signé des rapports concernant des événements dans lesquels Kerry n'était pas impliqué. C'est sur le témoignage de Thurlow que s'appuie le livre anti-Kerry *Unfit for Command*, largement repris par la presse conservatrice.

Le *New York Post* de Murdoch a décidé d'ignorer cette information, comme le *Wall Street Journal*. Le *Washington Times* a repris l'information du *Post*, mais n'en tient pas compte dans sa page éditoriale. *Fox News* a mis très longtemps pour reprendre le *Post* et finalement l'a fait de façon biaisée avant d'ignorer le témoignage de Thurlow tout en rappelant la controverse. Fox a également indiqué que les partisans de Kerry cherchaient à discréditer ses accusateurs, mais pas que ceux-ci étaient soutenus par les conservateurs. À la radio, Rush Limbaugh a transformé l'information du *Post* en les présentant comme des déclarations de Kerry et a repris les affirmations de Thurlow.

[1] décoration militaire états-unienne

William B. Rood



Vétéran de la Guerre du Vietnam où il servit avec John Kerry, William B. Rood est journaliste au *Chicago Tribune*.

" C'est ce que j'ai vu ce jour-là "

Source : *Chicago Tribune*

Référence : " This is what I saw that day ", par William B. Rood, *Chicago Tribune*, 22 août 2004.

Il y avait trois bateaux sur le Mékong ce 28 février 1969, trois officiers et 15 hommes d'équipage. Sur ces trois officiers, seuls deux peuvent encore raconter ce qui s'est passé : John Kerry et moi. C'est ce jour-là que John Kerry a mené les actions qui lui ont valu sa *Silver Star* [1].

Pendant des années, j'ai refusé de parler de cet événement car, comme beaucoup d'anciens combattants, je voulais rejeter cela hors de ma mémoire, les rivières, les embûches, les morts, et j'ai refusé toute interview sur les états de service de Kerry, même venant de journalistes du *Chicago Tribune* où je travaille. Mais aujourd'hui, je vois des gens s'en prendre à Kerry en racontant des histoires que je sais fausses. Si je me décide à témoigner c'est que leurs mensonges blessent des personnes anonymes en diminuant leur mérite.

Ce jour-là, nous avons été pris dans une embuscade, mais Kerry, avant l'attaque, nous avait convaincus de changer de manœuvres dans un tel cas. Cela nous permit de surprendre les assaillants et le plan fonctionna. Kerry poursuivit l'un des assaillants et le tua. Aujourd'hui, John O'Neill prétend que Kerry a abattu un adolescent esseulé. Je ne sais pas s'il s'agissait d'un adolescent, mais il n'était pas seul et il participait à une attaque organisée.

Les hommes des trois bateaux furent félicités par notre commandant, Hoffman, qui est aujourd'hui l'un des principaux opposants de Kerry. Aujourd'hui, la tactique employée est dénoncée alors qu'elle a été utilisée par d'autres. À cause de cette polémique, tous les vétérans qui ont participé à cet épisode doivent revivre ces événements.

[1] décoration militaire états-unienne

Joshua Muravchik



Joshua Muravchik, néo-conservateur déclaré, est membre de l'American Enterprise Institute, du Washington Institute for Near East Policy et de la National Endowment for Democracy. Il est l'auteur de *Heaven on Earth : The Rise and Fall of Socialism*.

" Le bobard de Kerry sur le Cambodge "

Source : Washington Post

Référence : " Kerry's Cambodia Whopper ", par Joshua Muravchik, *Washington Post*, 24 août 2004.

La plus grande partie du débat opposant les vétérans qui soutiennent John Kerry et ceux qui s'y opposent se porte sur des questions que la plupart d'entre nous ne peuvent pas juger moralement. Toutefois, au-delà des médailles, des blessures et de la bravoure, on peut juger de la capacité de John Kerry à être président en voyant qu'il a menti sur son engagement au Cambodge pendant son service au Vietnam.

Il affirme qu'il s'est battu au Cambodge régulièrement depuis 1979 et a même fait de ce point l'axe central de son discours au Sénat, en 1986, contre l'aide au Contras au Nicaragua. Aujourd'hui, les vétérans affirment que son bateau n'était pas au Cambodge et les partisans de Kerry ne répondent pas. Ses porte-parole affirment qu'il a été proche du Cambodge et sans possibilité de savoir s'il y est vraiment entré. Douglas Brinkley, hagiographe de Kerry, affirme qu'il a combattu trois ou quatre fois au Cambodge au début de l'année 69, mais le même Brinkley n'en parle pas dans son livre consacré au service militaire de Kerry. L'équipe de campagne parle d'une seule mission secrète, mais elle est démentie par le propre journal de guerre de Kerry.

Kerry a menti sur cette question avant de témoigner au Sénat de faits qui ont été depuis démentis. Cela n'en fait pas le bon candidat pour devenir président.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les*

" Pas de doute sur son bilan au Sénat "

Source : Washington Times

Référence : " No play on Senate record ", par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 24 août 2004.

Il y a quelque chose de surréaliste dans la façon dont la guerre du Vietnam revient au cœur du débat politique 30 ans après la défaite. La principale raison est la campagne de John Kerry qui s'est présenté comme GI Joe durant les primaires démocrates même si aujourd'hui beaucoup de ses hauts faits d'armes sont mis en doute par des vétérans.

Quel que soit son passé militaire, il y a quelque chose qui est incontestable : au Sénat, il a systématiquement voté contre les politiques de défense robustes et la mise en place de systèmes d'armement qui permettraient de les appliquer. Il a

marionnettistes de Washington ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

constamment dénoncé les " crimes de guerre " de la chaîne de commandement tout en souhaitant s'afficher comme un homme fort vu son passé militaire. Kerry affirme que son sentiment anti-guerre date du moment où, dans son bateau au Cambodge à Noël 1968, il aurait entendu le président Nixon affirmer qu'aucune troupe ne se trouvait dans ce pays. Il faut noter que Nixon n'était pas président à ce moment-là et certains affirment que Kerry n'était pas au Cambodge.

Compte tenu de ce mensonge, c'est tout son passé militaire qui peut être remis en cause. En réaction, Kerry a demandé à la Commission électorale d'interdire les spots des vétérans mettant en doute son héroïsme, comme si Bush ne devait pas subir les attaques lui aussi de groupes " indépendants ". Toutefois, le passé de Kerry n'est rien comparé à son infâme témoignage de 1971 et le mal que cela a fait.

Doug Bandow



Doug Bandow est membre du Cato Institute est ancien assistant spécial du président Ronald Reagan. Il est l'auteur de *Tripwire : Korea and U.S. Foreign Policy in a Changed World*.

" Retirer les forces états-uniennes n'est qu'un bon début, ramenez-les toutes à la maison "

Source : Taipei Times

Référence : " Withdrawing US forces is only a good start ; bring them all home ", par Doug Bandow, *Taipei Times* 23 août 2004.

George W. Bush a proposé de ramener 70 000 soldats états-uniens au pays. C'est un bon début, mais ce n'est qu'un début. Washington doit retirer 230 000 hommes stationnés en Europe ou en Asie qui gardent des pays contre des ennemis fantôme ou des amis qui sont déjà bien équipés. Les États-Unis doivent commencer ce retrait dès maintenant et pas en 2006 et finir dans deux ou trois ans, pas dans 10 ans. La Guerre froide est finie. Les amis des États-Unis peuvent se défendre seuls. L'Europe a autant de chance d'être attaquée par les Martiens que par les Russes. La menace en Asie est plus réelle, mais la Corée du Sud a 40 fois le PNB de la Corée du Nord et deux fois sa population. Si le Japon craint la Chine, il a néanmoins les moyens de prévenir l'aventurisme chinois. Certains diront que les États-Unis doivent conserver une capacité de projection à l'étranger, mais de toute façon cette capacité est limitée par les autres pays qui peuvent interdire leur espace aérien et qui laissent ou non utiliser leurs bases. La technologie permet aujourd'hui des déplacements plus lointains et une grande invasion comme celle de l'Irak nécessite de toute façon la construction de nouvelles installations. En revanche, un retour des troupes au pays permettra de faire des économies, d'améliorer l'existence des militaires états-uniens et d'être moins sur-déployés, ce qui permettra de faire moins appel à la Garde nationale.

Certains pays se plaignent de l'impact négatif sur leur économie d'un tel retrait, mais leur richesse n'est pas notre problème Wesley Clark affirme qu'un tel retrait est dangereux, mais cela forcera au contraire nos alliés à cesser de compter sur les États-Unis pour leur défense. Il faut que les troupes états-uniennes reviennent au plus vite.

Robert E. Hunter



Robert E. Hunter a été ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN (1993-1998). Il a été directeur des études européennes du Center for Strategic and International Studies Il est conseiller à la Rand Corporation et a publié *NATO and Russia : Bridge-Building for the 21st Century*.

" Le retrait des troupes états-uniennes est coûteux pour les alliances "

Source : Christian Science Monitor

Référence : " US troop withdrawals costly to alliances ", par Robert E. Hunter, *Christian Science Monitor*, 24 août 2004.

L'annonce du président **George W. Bush** d'un retrait de 70 000 militaires états-uniens des bases étrangères a suscité plus d'attention que cela n'en mérite d'un point de vue militaire, mais le moment choisi pour faire cette annonce est lourd de signification. D'un point de vue militaire, ce retrait tombe sous le sens : la Guerre froide est finie, la Russie n'est plus une menace et les nouvelles technologies offrent des capacités suffisantes de projection depuis les États-Unis. Même en Corée, malgré la crise, les États-Unis n'ont pas besoin de maintenir des troupes.

Par contre, annoncer ce mouvement aujourd'hui est lourd de sens d'un point de vue diplomatique. Au moment où Washington agite le bâton et la carotte vis-à-vis de la Corée du Nord, replacer les troupes au-delà de la portée des lignes d'artillerie nord-coréenne n'est pas rassurant pour la Corée du Sud. En Europe, déplacer les troupes d'Allemagne vers la Pologne, la Roumanie et peut-être la Bulgarie offre des terrains d'entraînement plus vaste et rapproche du Moyen-Orient. Cependant, agir ainsi maintenant, après la crise transatlantique des 50 dernières années, laisse penser que les États-Unis veulent se désengager également de l'OTAN. Or, de nombreux pays européens veulent continuer à voir un commandement suprême des forces alliées en Europe. Les troupes des bases états-uniennes en Europe n'ont pas vocation à se battre en Europe, mais leur positionnement dans ces bases permet de développer les contacts entre les armées et ces interactions permettent de favoriser les alliances et la construction de coalition.

Enfin, un retrait d'Europe ne permettra pas d'économiser beaucoup d'argent car, surtout en Allemagne, les pays d'accueil contribuent largement au financement de ces bases. Ce type de déploiement favorise les alliances.

Sami Ramadani

Sami Ramadani a été un réfugié politique du régime de Saddam Hussein. Il est professeur de sociologie à la London Metropolitan University.

" Sadr n'est pas ce qu'on pourrait croire de prime abord "

Source : The Guardian

Référence : " There's more to Sadr than meets the eye ", par Sami Ramadani, *The Guardian*, 24 août 2004.

Les mouvements anti-occupation laïcs et islamiques en Irak sont en train de se rassembler autour de Moqtada al-Sadr. Le Congrès de la fondation nationale a adopté un plan en huit points, déjà approuvé par Sadr, pour mettre fin pacifiquement à la crise à Nadjaf. Compte tenu des derniers développements, il est intéressant de se pencher sur la personnalité de Sadr lui-même.

Il a 31 ans et son titre entier précise que son lignage trouve son origine chez le prophète Mahomet. Son père a été assassiné en 1999 par Saddam alors qu'il était en train de développer ses soutiens dans les milieux sunnites et chez les pauvres. Auparavant, en 1980, son oncle et sa tante, furent torturé à mort pour leur activité politique par le régime de Bagdad. La légende veut que les deux aient été abattus après leurs tortures par Saddam Hussein lui-même. Sadr rappelle souvent cet héritage et l'action de sa famille dans la révolte de 1920 contre les Britanniques.

Quand, en avril, les États-Unis ont décidé de le capturer " Mort ou Vif ", il a décidé de résister. Comme son père avant lui, il arbore la tunique blanche des martyrs. Les patriotes militants commencent à lui faire confiance malgré l'inexpérience qu'on lui prête car son insoumission est respectée en Irak. Les chiïtes, en temps calme, aiment les figures sages et mesurées, mais aujourd'hui les portraits de Sistani sont remplacés par ceux de Sadr, de son père, de son oncle, de Khomeini ou de Nasrallah, le dirigeant du Hezbollah. Comme ce dernier, Sadr est en train de s'ouvrir aux autres groupes irakiens et tisse des liens avec les différentes communautés. **George W. Bush** et **Tony Blair** ne font que s'approcher du volcan irakien et rien hormis le retrait ne pourra l'empêcher d'exploser.

Sharif Hikmat Nashashibi

Sharif Hikmat Nashashibi
est président d'Arab Media
Watch.

" Qu'y a-t-il de si radical chez le religieux rebelle d'Irak "

Source : The Independent

Référence : " What is so radical about Iraq's rebel cleric ? ", par Sharif Hikmat Nashashibi, *The Independent*, 24 août 2004.

Le soulèvement de Nadjaf a mis le religieux chiite Moqtada al-Sadr sur le devant de la scène. Les médias occidentaux le présentent systématiquement comme un religieux " radical ", mais il est difficile d'étayer cette affirmation. Il a toujours été opposé à l'occupation et il a déclaré que sous une occupation il n'y avait pas de liberté, de politique ou de démocratie possible. Il n'y a rien de radical là-dedans et si **George W. Bush** ou **Tony Blair** tenaient ce type de propos après que l'armée du Mehdi aient bombardé Londres ou New York, on ne les accuserait pas d'être des penseurs radicaux. Son opposition à l'occupation n'est pas non plus un soutien à Saddam Hussein qui a fait tuer son père et ses deux frères. En outre, bien que son opposition à l'occupation ait été constante, il n'a pas appelé à la violence avant que les troupes d'occupation aient fait arrêter ses partisans.

Aujourd'hui, ses milices s'occupent de bien des activités sociales qui sont délaissés par la Coalition comme la protection des hôpitaux, le ramassage des ordures, fournissant de la nourriture ou aidant les orphelinats. Bien que Sadr soutienne maintenant l'action violente, il condamne les attentats à la voiture piégée, les assassinats, les attaques contre l'ONU, les prises d'otages de journalistes ou les décapitations d'étrangers. Sadr est vu positivement par 81 % des Irakiens et ceux-ci ne le considèrent pas comme un " radical ". Il est également impossible de prouver ses liens avec l'Iran. Il a mobilisé les chiïtes, mais aujourd'hui les sunnites le rejoignent et il a accepté la médiation du Vatican, repoussée par Allawi. Il a également annoncé qu'il était prêt à dissoudre sa milice pour fonder un parti.

L'appeler " radical " est une insulte à la résistance.

Jimmy Carter



Le pasteur baptiste Jimmy Carter est ancien président des États-Unis (1977-1981). Il a reçu le prix Nobel de la paix 2002 et préside le Carter Center à Atlanta.

" Les électeurs du Venezuela ont parlé "

Source : Wall Street Journal

Référence : " Venezuela's Voters Have Spoken ", par Jimmy Carter, *Wall Street Journal*, 24 août 2004.

Je voudrais répondre à l'article du *Wall Street Journal* mettant en cause le rôle du **Carter Center** dans le référendum au Venezuela. Le Carter Center a supervisé les élections dans plus de 50 pays et dispose d'une grande expérience des fraudes et des moyens à mettre en place pour s'assurer de la validité d'une élection. Nous n'intervenons qu'avec l'accord de toutes les parties en présence et des Commissions électorales nationales et nous sommes totalement neutres. En 1998, **Hugo Chavez** a été élu président et deux ans plus tard, il faisait adopter une nouvelle constitution par référendum avant d'être à nouveau réélu. À Chaque fois, il a obtenu près de 60 % des voix, mais l'opposition n'a cessé de vouloir le chasser du pouvoir et tenta même un **coup d'État** en avril 2002. Celui-ci réussit, mais Chavez revint vite au pouvoir grâce à la mobilisation populaire. L'année suivante, l'opposition organisa une série de grèves qui faillit ruiner le pays. Le Carter Center a alors proposé un amendement à la constitution permettant l'organisation d'un référendum révocatoire et tous acceptèrent. L'opposition fonda alors une organisation, le Sumate pour collecter les signatures d'une pétition et le 15 août, le référendum était organisé. Le Carter Center et l'**Organisation des États américains** ont été particulièrement attentifs à l'organisation de ce scrutin. L'opposition a affirmé le jour du vote disposer de 20 points d'avance selon les sondages sortis des urnes, mais les résultats qui nous parvenaient corroboraient les sondages avant les élections. En définitive, le gouvernement l'emporta par 59 % contre 41 %. Suite à ce résultat, un audit fut réalisé et il confirma le vote. Les dirigeants de l'opposition continuèrent d'affirmer que leur sondage sorti des urnes était valide et un second audit fut réalisé, il donna les mêmes résultats. Nous devons désormais faire accepter les résultats à l'opposition.